



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 janvier 2004
Français
Original: anglais

**Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Point 30 de l'ordre du jour
Question de Chypre**

**Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année**

**Lettre datée du 9 janvier 2004, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 8 janvier 2004 que vous a adressée S. E. M. Reşat Çağlar, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 30 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Altay Cengizer



**Annexe à la lettre datée du 9 janvier 2004, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Comme suite aux déclarations que les représentants de l'Administration chypriote grecque ont faites lors des séances des différentes commissions de l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session, je voudrais par la présente rétablir la vérité.

Chaque année, les représentants chypriotes grecs répètent devant les organes des Nations Unies leurs allégations bien connues et dénuées de fondement contre la Turquie et la République turque de Chypre-Nord, oubliant que l'autorité avec laquelle ils s'expriment ainsi est le fruit d'une usurpation entérinée uniquement par les actes de violence perpétrés en décembre 1963.

Aucune des résolutions auxquelles les déclarations susmentionnées ont fait référence ne qualifie d'« agression » ou d'« invasion » l'intervention légitime et justifiée des Turcs en 1974, conforme au Traité de garantie de 1960, ni d'« occupation » la présence ultérieure de troupes turques dans l'île. De telles distorsions sont de pures inventions des Chypriotes grecs qui cherchent à semer la confusion sur la question et à mélanger les innocents et les coupables. Je voudrais sur ce point rappeler l'importante déclaration faite le 19 juillet 1974 par l'archevêque Makarios – dirigeant chypriote grec de l'époque – devant le Conseil de sécurité, dans laquelle il a ouvertement accusé la Grèce – pas la Turquie – d'avoir envahi et occupé Chypre. Ses paroles, qui ont été prononcées quatre jours seulement après le coup d'État des Grecs du 15 juillet 1974, figurent bien dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et n'appellent pas d'autres commentaires.

Cependant, ce qui se passait à Chypre avant le coup d'État est tout aussi important, voire plus encore. Pendant la période 1963-1974, les Chypriotes grecs, aidés et encouragés par la Grèce, ont procédé à une purification ethnique, ont perpétré des actes de terrorisme et tyrannisé les Chypriotes turcs, tout cela au nom de l'enosis (annexion). Les atrocités commises par les Chypriotes grecs à cette époque ont été commentées dans les médias internationaux – le *Washington Post* a rapporté dans son numéro du 17 février 1964 que « Les fanatiques Chypriotes grecs semblaient résolus à poursuivre une politique du génocide »; par d'éminents hommes d'État, comme George Ball, Sous-Secrétaire d'État américain de l'époque, qui a écrit dans ses mémoires intitulés *The Past Has Another Pattern* (Le passé répond à d'autres règles), que « l'intérêt majeur de Makarios était de bloquer l'intervention de la Turquie afin que les Chypriotes grecs et lui-même puissent aller tranquillement massacrer les Chypriotes turcs » (p. 64 de la version anglaise); par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lui-même, qui, le 10 septembre 1964, a informé le Conseil de sécurité que les Chypriotes turcs avaient été littéralement assiégés (voir S/5950 et Corr.1). Il est pour le moins scandaleux que les représentants chypriotes grecs tentent de balayer d'un revers de la main cette épreuve qu'ils ont imposée aux Chypriotes turcs pendant 11 années. Cela montre qu'ils ne sont pas du tout sincères et qu'ils refusent de manifester le moindre remords ou de faire le premier pas vers la réconciliation.

Le peuple chypriote turc est favorable à l'instauration d'un nouveau partenariat à Chypre. La notion de deux zones, l'égalité souveraine et le maintien du

système de garantie de 1960 sont les principaux éléments d'un règlement viable et durable. Afin qu'il y ait raisonnablement des chances d'atteindre cette étape souhaitée, les Chypriotes turcs doivent pouvoir négocier avec un partenaire qui reconnaît la lourde responsabilité de la partie chypriote grecque dans la genèse de la question de Chypre, se montre prêt à négocier un nouveau partenariat sans recourir aux tactiques douteuses employées jusqu'alors et est capable de le faire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 30 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République turque
de Chypre-Nord
(Signé) Reşat Çağlar
